

République démocratique du Congo

En 2014, la République démocratique du Congo a réalisé des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a pris des mesures pour appliquer un plan d'action appuyé par l'ONU afin de mettre un terme à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants soldats, notamment en convoquant des groupes de travail à l'échelle provinciale et nationale, en nommant un conseiller présidentiel sur les violences sexuelles et le recrutement d'enfants et en arrêtant plusieurs personnes pour recrutement et utilisation d'enfants soldats. Toutefois, en République démocratique du Congo, des enfants continuent d'être soumis au travail, notamment comme domestiques et dans les pires formes de travail, y compris le travail forcé dans les mines d'or, de cassitérite (minerai d'étain), de coltan (minerai de tantale) et de wolframite (minerai de tungstène). Le gouvernement n'a pas poursuivi ni condamné qui que ce soit pour violation de la législation sur le travail des enfants ; les sanctions applicables pour travail forcé ou obligatoire demeurent faibles et n'ont aucun effet dissuasif. Il existe peu de programmes sociaux pour prêter assistance aux enfants qui travaillent et les lois et réglementations qui rendent l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ne sont pas appliquées.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, en République démocratique du Congo sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Renforcer les sanctions pour le recours au travail forcé ou obligatoire afin de décourager les infractions.	2013 – 2014
	Porter l'âge de la fin de la scolarisation obligatoire à 16 ans pour qu'il coïncide avec l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2013 – 2014
	Émettre les décrets appropriés pour assurer la mise en application des lois promulguées.	2013 – 2014
Mise en œuvre	Mettre en application la déclaration et l'arrêté n° MINEPSP/CABMIN/008/2010 du président Kabila d'août 2010 qui institue l'instruction gratuite et obligatoire.	2009 – 2014
	Veiller à ce que le ministère de la Justice, le ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant (MGFE), et le ministère du Travail disposent de suffisamment de ressources financières, de personnel, d'infrastructures de communication, de structures, de moyens de transport et de formation pour s'acquitter de leur mandat aux fins de confronter les pires formes de travail des enfants.	2011 – 2014
	Systématiquement recueillir, surveiller et rendre disponibles les informations concernant les plaintes relatives au travail des enfants, le type et le nombre d'inspections conduites, les assignations délivrées, les poursuites entamées et les sanctions appliquées.	2009 – 2014
	Faciliter une coopération accrue entre les services d'inspection et le système judiciaire pour que les mesures adéquates d'application de la loi puissent être menées à bien.	2014
	Établir des procédures pour identifier les victimes des pires formes de travail des enfants et les orienter vers les services	2013 – 2014

	sociaux.	
	Traduire en justice et tenir responsables les personnes ayant recruté et utilisé des enfants soldats, notamment au moyen d'enquêtes et de poursuites opportunes et systématiques.	2014
	Mettre en œuvre la directive N05/00/CAG/ANR/195/2013, qui exige que les enfants détenus en raison de leur association à des groupes armés soient remis à des acteurs onusiens de la protection de l'enfance en vue de leur réinsertion.	2013 – 2014
Coordination	Appliquer le décret de 2010 portant sur la nomination des membres du secrétariat permanent du Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants et veiller à ce que ce comité se réunisse à intervalles réguliers.	2014
	Établir des comités de lutte contre les pires formes de travail des enfants dans toutes les provinces et veiller à ce que ceux-ci et le Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants soient financés.	2012 – 2014
Politiques gouvernementales	Poursuivre la mise en œuvre du code de conduite interdisant l'emploi des enfants dans les mines par le biais du processus de validation multi-acteurs qui évalue la présence de travail des enfants dans les sites miniers.	2012 – 2014
	Affecter des financements pour permettre la mise en œuvre des Plans d'action nationaux et locaux de lutte contre les pires formes de travail des enfants.	2011 – 2014
	Intégrer les stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants aux politiques existantes.	2014
	Veiller à la pleine mise en œuvre du plan d'action visant à mettre un terme au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats, y compris à l'échelle des provinces.	2009 – 2014
Programmes sociaux	Améliorer l'accès à l'éducation en enregistrant tous les enfants dès leur naissance, en élaborant des programmes pour prêter assistance aux enfants déplacés à l'intérieur du pays, en construisant des écoles supplémentaires et en veillant à ce qu'elles soient sûres.	2012 – 2014
	Effectuer une enquête indépendante sur le travail des enfants.	2013 – 2014
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les programmes sociaux existants sur la lutte contre les pires formes de travail des enfants.	2013 – 2014
	Veiller à offrir des services médicaux, psychologiques, économiques et d'autres services de soutien adéquats aux enfants en train d'être démobilisés des groupes armés et intégrer les risques de stigmatisation, de réenrôlement et sexospécifiques aux programmes de réinsertion de ces enfants.	2009 – 2014
	Mener des actions de sensibilisation aux lois concernant le travail des enfants afin d'augmenter la probabilité qu'elles soient respectées.	2012 – 2014
	Amplifier les efforts visant à répondre aux besoins des anciens enfants soldats, de ceux qui travaillent dans l'exploitation minière artisanale, dans les rues et dans d'autres lieux informels.	2009 – 2014